L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : rue de Chartres 73.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 SEPTEMBRE 1864.

Entre Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 15 SEPTEMBRE.

Vendues à l'encan de ce jour.

Par Montgomery & Bros—au poteau 39, du bras district, le goélette Dart.—Et à son magasin d'encan, 65 balles de coton.

Par E Rogel & Co—à leurs salles d'encan, rue Bienville, chapeaux, chaussures, &c.

Par A. Keogh—à son magasin d'encan, savon, café, sardines, morue, vin, tabac à fumer, etc.

Par McCarron & Landry—à leur salle d'encan, meubles.

Par E M. Jahobs—rue Mandeville, entre Amour et Bons Enfants, 2 lit de sangle, meubles.

Par J P Bolzeau—au coin des rues Magazine et Gravier, sucre, mélasse, whisky, son d'avoine, &c.

RAPPORT OFFICIEL.

Du général B. F. Butler.

Nous trouvons dans le Richmond *Sentinel* du 2 septembre, le rapport officiel suivant sur la bataille de Ream Station, livrée le 25 août :

Quartier général du 2me corps, }
31 août 1864. }

Colonel—J'ai l'honneur de vous adresser un rapport ayant rapport à la bataille de 25 à Ream Station. Nous avons pris douze drapeaux, neuf pièces d'artillerie, dix caissons, deux milles cent cinquante prisonniers, trois mille pesant armes et trente deux chevaux. Ma perte en cavalerie, artillerie et infanterie est de sept cent vingt hommes tués, blessés ou manquants.

A. P. HILL, lieutenant général.
Au colonel W S Taylor, a. a. g.

Evacué de la prise de Little Rock.
(Ere.)

Quand le steamer *Indiana*, arrivé hier soir, de la Louis, a passé devant Gaines Landing, il a été arrêté par le canonnière No 3, stationnée en cet endroit, et y a pris trois passagers. Ces passagers rapportent que Little Rock a été capturé, mais qu'il ne demeurait aucun détail à ce sujet Nous publions également ce rapport pour le discréditer. Nous avons de bonne autorité qu'il n'y avait pas la plus légère apparence d'attaque le 7 contre Little Rock, et c'est le 10 que le Indiana a passé à Gaines Landing. Il faudrait donc supposer que, dans ces trois jours, non seulement la prise de Little Rock a eu lieu, mais encore que la nouvelle en est arrivée à Gaines Landing qui est à 100 milles de distance en ligne directe et à 200 milles par la route de terre.

REDDITION D'ATLANTA—Nous lisons ce qui suit dans une lettre de Chattanooga, à la date du 4 septembre :

Nous avons entendu l'explosion des munitions à Atlanta-et à Jonesboro. Le général Slocum qui garnit nos communications et nos trains sur les bords du Chattahoochee, envoya en reconnaissance un détachement des divisions Ward, Geary et Williams. Ce détachement s'avança vers la ville qu'il trouva évacuée et y entra dans la matinée du 12 septembre. Une députation, comprenant le maire, le shérif et quelques citoyens, se présenta et rendit formellement la ville au général Ward, en adressant simplement la requête suivante :

Atlanta, le 2 septembre 1864.

Au brig. gén. Slocum, 20e corps d'armée :

Monsieur, la fortune de la guerre a mis en votre possession la ville d'Atlanta. Comme maire de la ville, je demande protection pour les non-combattants et les propriétés particulières.

JAS. M. CALHOUN,
Maire d'Atlanta.

La protection requise fut accordée volontiers, et au même temps des détachements de la division Wilder, le 11e de Pennsylvanie et le 9ème de New York de la division Geary, qui étaient arrivés avec les troupes de Ward, hissèrent le drapeau fédéral sur la maison de cour, et firent accueillir le Yankee-Doodle.

Le général Slocum arriva bientôt après et prit formellement possession de la ville, où il trouva quatre machines, onze pièces d'artillerie, la plupart de 6l, que les rebelles avaient été forcés d'abandonner. La ville est très endommagée et beaucoup d'habitants l'ont quittée.

UN MEETING DEMOCRATIQUE A PHILADELPHIE.

Une dépêche de Philadelphie parlant du meeting qui a eu lieu dans cette ville pour ratifier les nominations de Chicago, dit que le colonel Ingersoll était le principal orateur. La dépêche s'exprime ainsi :

Ingersoll se s'est pas montré trop confiant dans l'avenir du ticket démocratique. Il a prétendu que si l'indispensable démocratie ne pouvait emporter les élections d'octobre, il n'y aurait pas d'espoir pour elle en novembre. Dans le cas d'une défaite, il n'y aurait plus qu'une ressource pour elle, la RÉVOLUTION. Il a fait comprendre la nécessité d'un coup d'œil général des démocrates pour défendre leurs droits, droits qui leur avaient été ravis par la tyrannie des récents lois noires.

Wm. B. Reed et d'autres grands flambeaux du clan ont apparu, ne sont tenus à l'écart. Les démocrates se sont joint au courant à la campagne si sérieusement. Ils ne pourront jamais supporter cet Etat en plaçant l'idée du sentiment coup l'égide de la révolution.

Un armistice.

(*Chicago Times* du 6 septembre.

La presse abolitionniste a dit beaucoup de choses sur ce qu'il y aurait d'impolitique à accorder, pour le moment, un armistice aux Etats rebelles. Cette presse dit que nous avons abattu l'ennemi et que si nous lui offrons un armistice, il le trouvera seulement le temps de respirer et le moyen de se renforcer pour recommencer la lutte. Pour cette fois la presse de l'opposition a deux mains sur la matière, autant du moins qu'on approche la question d'armistice de celle de pour longues la guerre ou la paix.

La guerre est faite dans le but unique et avoué de donner la liberté aux nègres esclaves, et tant qu'on aura cela en vue, le Sud serait bien insensé s'il ne continuait pas à opposer de la résistance. Si l'administration actuelle offrait aux Etats Rebelles un armistice, ils l'accepteraient sans doute, et ne manqueraient pas d'obtenir une vigueur nouvelle pour la lutte qui succéderait à l'expiration du terme. Si cette administration offre un armistice, ce serait simplement pour proposer en fait des conditions qu'aucun peuple viril ne pourrait accepter.

Il résulte de là que cette administration ne peut faire la paix. Elle s'est engagée dans une certaine politique et la seule voie où elle puisse marcher désormais, est celle de la guerre. Elle ne peut offrir un armistice aux rebelles. Elle ne peut rien faire que continuer à pousser le conflit sanglant. Elle ne peut faire la paix, car les conditions qu'elle offre vaudraient moins pour tout peuple que l'extermination. Elle s'est interdit à elle même d'offrir une paix qui pourrait être acceptée, et en même temps elle ne peut subjuguer le Sud. Toute l'histoire en prouve-t-elle pas que la subjugation d'un peuple est une impossibilité ? Administration la plus pressé elle-même par l'hostilité de ses efforts.

Quand il est démontré que cette administration a eu l'habileté de combiner la paix par un traité si cela de conquérir le peuple rebelle, alors il n'aurait plus, sans doute, qu'à dire qui doit être écartée et remplacée par un parti qui sera faire l'une de ces deux choses. Si le parti démocratique était au pouvoir, il pourrait reconnaître un armistice en fait avec l'apparence raisonnable qu'il en soutirait une honorable paix. Ce parti n'a pas embrassé dans sa politique des idées impraticables. Il n'a pas prétendu au Sud un sentiment sectionnel, fanatique ou absolu. Sa plate-forme est contenue dans un seul mot, l'Union ; et quand ce démembrement serait présenté au Sud dans l'intervalle d'un armistice, il n'y a pas de doute qu'il ne fut accepté. Le Sud qui réfléchirait aussi longtemps qu'on lui offrirait l'alternative de la subjugation ou de l'abandon de ses institutions locales, ne combattrait pas une heure pour accomplir une simple désunion.

Qu'il soit donc bien compris que le seul moyen d'arriver à la paix est un changement radical dans l'administration du gouvernement. L'administration actuelle se trouvant toujours dans l'impossibilité d'arriver à la paix par un traité ou par la guerre, doit nécessairement faire place à une autre.

LE CONSERT DE M. OLIVIERA—Le shérif, sous le contrôle duquel se trouve le théâtre de l'Opéra, par suite d'une saisie judiciaire, ne s'était pas cru autorisé à laisser disposer de la salle, M. Oliveira s'est vu forcé d'ajourner à quelques jours le concert qu'il devait donner ce soir et de choisir en autre local. Le public est en conséquence prévenu que la soirée musicale dont il s'agit aura définitivement lieu à la salle St-Alphonse, lundi prochain, 19 du courant.

Le steamer Emily B. Souder.

Le steamer de la malle des Etats Unis Emily B. Souder, cap. J H Winchester, part ce matin à 9 heures pour New York directement, avec un chargement complet et les malles.

Voici la liste de ses passagers :

Mr Smith, Mr Brown Ezabel Jones, J R Hertzberg, E S Fechter, J L Wallace, A L S Zerega et sa dame, Mlle May Granger, Mlle Frances Granger, sœur Thomas, Miss W Wiel, L Lehman, E S May, Miss Louise et son enfant, Pedro Madera, T Shasker jr, Mrs Rosenberg, Miss J Schabacker et son enfant, G H Harrison, Mr Rodriguez et son enfant, F Weiner, C Meeson, C Casagenet, F Fabre, L P Tevrer, Alex Blanc, H Orr, T W Butler, M Israel, S Dominique, T M Shattuck, Geo R Ells.

EMILE DE GIRARDIN ET LA LIBERTE DE LA PRESSE.

On lit dans la *France* :

La *France* a commencé aujourd'hui la publication d'une lettre très développée adressée par M. Emile de Girardin à M. Rouher, ministre d'Etat, et terminé la publication d'un volume de 300 pages, dans lequel l'éminent publiciste a résumé tout ce qu'il a écrit, depuis trente-trois ans, sur la liberté de la presse.

Ce volume a pour titre : *les Droits de la presse*.

Dans sa lettre à M. Rouher, M. de Girardin cherche à démontrer :

1° Qu'en matière de presse, le régime préventif ou la censure serait le seul offense et inoffensif, mais qu'il est malheureusement impossible ;

2° Que le régime répressif, odieux ou aggravé, peut encore à la liberté qu'on pouvoir ;

3° Que le régime restrictif va en sens contraire de ce but qu'il se propose ;

4° Que les mesures relatives à l'institution des gérants, à la signature des articles, au droit de réponse, ont trompé les prévisions du législateur ;

5° Qu'en matière de presse il n'y a qu'une loi à faire : c'est une loi qui supprime toutes les lois existantes sans les remplacer.

On voit que M. de Girardin n'a pas cessé de poursuivre son idéal, la liberté absolue, illimitée, de la presse.

LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE POLOGNE.

On lit dans la *Patrie* :

Une curieuse Note vient d'être publiée par la *Gazette Officielle de Varsovie*. Dans cette Note, le gouvernement russe, qui aurait plus à gagner à garder le silence, se vante d'avoir découvert enfin l'organisation du gouvernement provisoire national. Huit alors une dénomination de fantaisie plus ou moins imaginaires, desquels il ressort après tout que cette organisation était des plus primaires, comme les événements l'ont prouvé.

Mais nous nous demandons quel peut être le but de cette prétendue révélation. Parce qu'elle viendrait dans ses mains les papiers du gouvernement provisoire, la Russie prétend-elle avoir un même temps la soumission de la Pologne ? Parce qu'après deux ans de carnage, de persécutions et de crimes, les agents moscovites seraient arrivés à découvrir tous les fils mystérieux de l'insurrection, prétend-elle pouvoir proclamer le retour d'un autre mouvement national aussi parfaitement organisé ?

Ces découvertes et ces révélations tardives sont sans intérêt. Elles n'inspirent aucun sentiment de curiosité. C'est de la couleur qu'on éprouve au réveil des souvenir d'une lutte qui a eu ses angoisses, et si le pouvoir russe, si fier de son œuvre, le gouvernement de Saint-Pétersbourg devait, pour son honneur, réprimer sur les dates de cet orgueil inhumain.

LE ROI D'ESPAGNE.

Le prince, qui est aujourd'hui l'hôte de l'empereur des Français, attire ou ce moment l'attention publique, et nous pensons qu'on ne lira pas sans intérêt quelques détails historiques et biographiques sur sa famille et sur sa personne.

Marie Ferdinand François d'Assise est né le 13 mai 1822 Il a épousé le 10 octobre 1846 sa cousine germaine Isabelle II, reine régnante d'Espagne, et, à cette occasion, il a été déclaré roi avec toutes les prérogatives honorifiques attachées à ce titre.

Il est le fils aîné de l'infant don François de Paul, né en 1794, second frère du roi Ferdinand VII, et de Louise-Charlotte, fille de Français 1er roi des Deux Siciles. Il est un des descendants au huitième degré de Philippe V, fondateur de la dynastie actuelle.

On sait que Louise II, roi d'Espagne et de Naples, mourut sans prospérité le 1er novembre 1700, après avoir fait un testament qui déclarait son frère le prince Philippe, duc d'Anjou, fils du Dauphin et petit-fils de Louis XIV. Cet acte enlevait l'Espagne à la maison d'Autriche, qui y régnait depuis deux siècles. Il donnait lieu à une guerre terrible, que soulèva l'archiduc Charles, depuis empereur d'Autriche sous le nom de Charles VI. Ce prince entraîna dans sa cause son empire, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et le Portugal.

Louis XIV déploya une grande énergie pour tenir tête à cette formidable coalition. Il accepta le testament de Charles II, son petit-fils se rendit à Madrid et fit proclamer roi sous le nom de Philippe V. Les armées ennemies en traitant en Italie, il se vit obligé de quitter la capitale, mais les victoires remportées par le maréchal de Berwick à Almanza, en 1706, et par Vendôme à Villaviciosa, en 1710, rétablirent sa situation et, couronnant son trône chancelant.

Cette guerre dura douze ans et se termina par la glorieuse victoire de Denain, qui amena, en 1713, le traité d'Utrecht, par lequel l'Europe reconnut et ratifia tous les droits de Philippe V. Ce prince eut pour successeur son fils Ferdinand VI, qui mourut en 1759 universellement regretté et qui fut suivi pour successeur son frère Charles III. Ce dernier prince, justement aimé, s'occupa d'améliorer l'état intérieur de l'Espagne, il y a créé des canaux, des chemins, des établissements de bienfaisance et d'instruction publique. Son fils Charles IV lui succéda en 1788. Il eut lui même trois fils : le roi Ferdinand VII, mort en 1833, l'infant don Carlos, mort à Trieste en mars 1855, et l'infant don François de Paul, père du roi d'Espagne actuel.

Ferdinand VII, remarié, le 29 mars 1829 la pragmatique sanction qui supprime la loi salique introduite en Espagne en 1700, cette mesure assura la couronne à sa fille Isabelle.

La reine Christine, sa veuve, devenue régente, promulgua une constitution libérale, introduisit en Espagne le gouvernement représentatif, et montra, au milieu des circonstances les plus graves et les plus difficiles, des intelligence supérieures et un courage au-dessus de tout éloge.

Sa fille, la reine Isabelle, déclarée majeure le 8 novembre 1843, a toujours gouverné constitutionnellement. Elle joint à un grand tact politique un esprit distingué et un cœur excellent. Elle s'occupe beaucoup des affaires intérieures de son pays, et elle aura la gloire d'avoir doté l'Espagne des chemins de fer, des canaux, des institutions de crédit et d'autres établissements qui, même genre qui auront fait sa force et sa richesse.

Le roi d'Espagne, son mari, que la constitution du pays désigne de la politique, est un prince intelligent, instruit, d'un caractère bienveillant, et il mérite à tous égards l'accueil sympathique qu'il reçoit en France.

[*La France*.]

L'INCENDIE DE LIMOGES.

Les dépêches télégraphiques ont déjà mentionné le grand incendie qui a détruit plus de cent maisons à Limoges dans la journée du 10 août. Voici quelques détails sur ce sinistre épouvantable au *Courrier du Centre* :

On ne connaît encore que d'une manière approximative le chiffre des pertes occasionnées par l'incendie. Il y a 16,000 individus dans la circonscription de l'agence du Haut Plateau, et 7,200 dans celle du Haut Arkansas. Les Sioux figurent dans ces totaux au nombre de 4,850 et les Arrahoes au nombre de 3,000. Il y a en outre 2,200 Cheyennes, 1800 Comanches, autant de Kiowas et 2,500 Apaches. Cependant ces ennemis le plus redoutables, c'est qu'ils sont tous superbement montés, armés d'excellentes carabines, bien pourvus de provisions et de munitions ; ce qu'il est rare de voir chez les blancs et animés par les plus vifs sentiments de vengeance. Il faut reconnaître que si une peuplade quelconque de blancs avait été systématiquement volée comme les sauvages le sont par les agents de l'administration, il y a longtemps qu'elle se serait soulevée.

LES RELATIONS DE FAMILLE DE M. PENDLETON.—Le Louisville *Democrat* suit dire :

Dans cette campagne pour le Congrès, on exploita contre un le fait qu'il était marié à une parente du général Robert E. Lee, et nous supposons qu'on lui fera la même objection dans la campagne actuelle.

Le Cincinnati *Enquirer* répond :

M. Pendleton n'a pas épousé une parente du général Lee, et cette objection n'a jamais été faite contre lui. Sa femme est la fille de M. Key, l'auteur du STAR SPANGLED BANNER, symphonie musicale qui a toujours été fort estimée, à ce que nous croyons.

PROCÈS IMPORTANT — Nous lisons dans le *True Delta* de ce matin :

On se rappelle que dans l'automne de 1862, quelques personnes prétendant appartenir au service de la milices rebelle, emparèrent sombre de soldats fédéraux au Bayou des Allemands, sur la rivière Tchefuncte, les enfermèrent dans la geôle de paroisse et après une saisie de procédures, les fusillèrent. La commissaire des Etats Unis, Shannon, et le député marshall, Christy, opérèrent pendant plusieurs semaines des recherches pour découvrir les coupables et les traduire devant la justice. M. Christy a réussi à en arrêter quatre qui sont arrivés hier ici et qui ont déjà subi un examen préliminaire devant le commissaire. Cette affaire cause beaucoup d'excitation au Nord lorsqu'elle y fut connue et les officiers qui ont arrêté les coupables méritent beaucoup d'éloges pour leur zèle et leur activité.

LES TROUBLES DE BELFAST.

On lit dans la *Patrie* :

On ne s'occupe en ce moment à Londres que des troubles déplorables qui viennent d'éclater en Irlande, à Belfast, au lendemain des fêtes de Dublin en l'honneur d'O'Connell.

Ces troubles continuent malgré l'intervention de la force armée. Le lutte est engagée entre les protestants et les catholiques. Cela a commencé par un rassemblement de protestants, qui, au nombre de quarante mille, ont sinsi en autrement protestants qui sont nombreux et bien armés, avec des bannières fanatiques, au manseguin représentant Daniel O'Connell.

Les catholiques, pour répondre à cette insulte, ont battu le rappel et ont brûlé à leur tour le roi Guillaume d'Orange en effigie.

Après ces beaux exploits, il a fallu en arriver au coups. On a tiré sur les agents de la police et sur les émeutiers. Il y a eu trois tués et trente blessés, dont deux grièvement.

Voici les forces qui sont en ce moment opposées à Belfast : 3,000 hommes d'infanterie, 800 détachements de cavalerie, 800 constables et, en outre, un grand nombre de constables spéciaux qui prêtent serment pour venir en aide à l'autorité civile.

LISTES DES ELECTEURS EN FRANCE—Nous avons signalé les rares sauglantes qui ont eu lieu dans un village des Pyrénées à l'occasion des élections, entre les partisans de M. Pereire et ceux de M. Durand. Il y avait en trois personnes tuées et plusieurs blessées. Plusieurs des combattants ont été arrêtés et ont comparu devant le jury qui après de longs débats a rendu un verdict négatif.

En conséquence de la *Gazette des Tribunaux*, M. Durand a prononcé l'acquittement des accusés et ordonné leur mise en liberté immédiate. Aussitôt, un grand ébahissement de joie s'est manifesté parmi les spectateurs qui sont tombés dans les bras les uns des autres, se promettant avec des poignées de mains fraternelles, l'oubli d'un passé funeste et l'assurance d'un meilleur avenir.

LA POLITIQUE ANGLAISE.

Le Sun, du 11 août, commente de la manière suivante le discours du roi Christian au Rigsraad :

Pour avoir ajouté foi aux promesses du gouvernement anglais, l'année dernière, le roi Christian a été complètement trompé par lui. Il a cru que l'Angleterre ne pouvait pas rester indifférente à la conquête de ses meilleures provinces, et il a fait ce qu'il a pu pour l'engager à la défendre. Mais il a été abandonné par l'Angleterre, et il a été forcé de céder à la force. Aussi, dans son discours, il ne dit pas un mot de l'Angleterre, et il ne fait pas même allusion à la politique anglaise. Il ne dit pas un mot de la conférence de Londres, à laquelle il a été invité